

***l'Anti*capitaliste**

n°232 | 6 mars 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Poutine, Obama, Union européenne...

L'UKRAINE

prise dans l'étau

REUTERS / BAZ RATNER

Dossier
Notre corps nous appartient!
Pages 6 et 7



ÉDITO
La leçon de Chypre
Page 2

PREMIER PLAN
8 mars: reprendre la rue pour les droits des femmes
Page 2

ACTU SOCIALE
Un tour de France pour l'accès aux soins et le droit à la santé
Page 8

LIBRE EXPRESSION
Mordillat: «Le roman, c'est la première brique de la barricade!»
Page 12





Par HENRI WILNO

La leçon de Chypre

J eudi 27 février, le Parlement de Chypre a rejeté une loi sur les privatisations. Ce texte concernait notamment les télécommunications, les entreprises portuaires et la compagnie d'électricité. Ces privatisations sont une des conditions de la poursuite des crédits accordés par l'Union européenne, crédits prévus dans un des accords consécutifs à la crise de financière l'an passé. Si la majorité gouvernementale s'est divisée et si les parlementaires ont repoussé la loi, c'est que les travailleurs des entreprises concernées se sont mobilisés et ont manifesté massivement. Les salariés de l'électricité ont fait grève plusieurs jours de suite sans se laisser intimider par une loi interdisant la grève dans les services essentiels à la sécurité nationale : ils ont même coupé le courant aux députés durant le débat !

Après ce vote, la Commission européenne est revenue à la charge et le gouvernement a déposé un nouveau texte. Une campagne a été engagée par les organisations patronales et l'agence d'investissement : ces organismes disent que la grève est un droit, mais pas la prise de contrôle des lieux de travail, des centrales électriques et du réseau de distribution. Autrement dit, «vous avez le droit de faire grève, tant que ça ne nous gêne pas vraiment». Les prétendues «violences» ont également été dénoncées par les mêmes.

Syndicats et partis d'extrême gauche et de gauche appellent les parlementaires à rejeter le nouveau projet. Le parti communiste Akel (pourtant très modéré et qui, lorsqu'il était au pouvoir, a mené des réformes libérales) qualifie les modifications au texte initial de purement «décoratives». Sauf rebond important de la mobilisation sociale, il est cependant vraisemblable que la majorité parlementaire se ressoudera et que le texte «adouci» sera adopté.

Car la pression de la Troïka et de la Commission européenne est forte à Chypre, comme dans l'ensemble de l'Europe. Les gouvernements de droite et de gauche s'en font, sans états d'âme, les relais, surtout en Europe du Sud où les politiques d'austérité s'accroissent. Ainsi, en Espagne, le nombre d'agents publics a baissé de 11% (340 000 postes) en deux ans (de 2011 à 2013). Au Portugal, entre fin 2011 et septembre 2013, 8,7% des fonctionnaires ont été délogés et, pour ceux qui restent, leurs salaires vont à nouveau diminuer en 2014 (jusqu'à 12%). Partout, malgré les discours sur la sortie de crise, les travailleurs vont continuer à voir leur situation se dégrader. Sauf si...

BIEN DIT

Être sur une liste, c'est déjà faire allégeance à la tête de liste. Et ça reste le cas si vous êtes élu : on ne critique pas publiquement le maire qui vous a pris sur sa liste. [...] Être élu dans une majorité municipale, bien souvent, c'est gagner le droit de se taire !

MICHEL KOEBEL, maître de conférences en sociologie à l'université de Strasbourg, Mediapart, samedi 1^{er} mars 2014.

À la Une

Ukraine: ni troupes russes, ni fascisme, ni institutions euro-atlantiques

La chute de Ianoukovitch n'est pas un « coup » fasciste. Mais la composition et les orientations du « gouvernement d'union » soutenu par les puissances occidentales peuvent faire exploser l'Ukraine.

Les présentations complottistes et polaires occultent les enjeux sociaux et démocratiques, en s'appuyant sur une part de vérité.

Du côté de Maïdan

C'est un mouvement populaire, se défiant de tous les partis, qui a fait chuter Ianoukovitch, à cause de ses propres méthodes : plus que sur l'Europe, Maïdan s'est massivement mobilisée contre « la famille » régnante, oligarchique, et le cours de plus en plus répressif et personnel du régime, en craignant qu'une intégration aux projets de Poutine aggrave ces dérives. Mais cela a donné du poids au parti Svoboda, célébrant toujours les bataillons SS et valorisant pour l'instant « l'Ukraine européenne » contre la Russie. De même ont été populaires les militants de Pravyi Sektor, camouflant leur xénophobie dans une logique « antisystème »¹. Cette présence active de l'extrême droite, populaire dans un mouvement idéologiquement confus et de type « Indignés », a divisé et affaibli les forces de gauche. Or, le passage d'un mouvement social de rue à un « gouvernement d'union » modifie la donne : il donne du poids aux partis valorisés en bloc par une Union européenne trop contente de remettre sur la table son projet de « partenariat oriental » ultra-libéral. Or ce projet présenté par l'UE en contradiction avec les projets russes, est destructeur de l'Ukraine, socialement et nationalement.

Russe et russophones

Indépendamment des événements récents, Poutine voulait modifier le traité signé avec l'Ukraine afin de prolonger le maintien de sa base militaire à Sébastopol (qui a



À Balaclava en Crimée le 1^{er} mars. REUTERS / BAZ RATNER

un statut autonome au sein d'une Crimée elle-même dotée d'un statut spécial), moyennant une baisse des tarifs gaziers russes². Il cherche aujourd'hui, au nom de la protection des populations locales (à 60% russophones), à obtenir ce qu'il négociait avec Ianoukovitch depuis 2010 par un rapport de forces : la sortie des troupes de leur base pour contrôler la Crimée et contrer les orientations anti-russes, cela au risque d'une guerre. Mais les peurs, la mobilisation et l'appel à l'aide des populations locales ne sont pas pour autant un vent soufflé de Moscou : le premier acte du « gouvernement d'union », mis en place après la chute de Ianoukovitch, a été la remise en cause du statut du russe comme langue officielle dans les régions russophones. Cette mesure a immédiatement envenimé les tensions, autant que l'entrée au « gouvernement d'union » des ministres de Svoboda : le déboulonnage des statues de Lénine et l'interdiction

du Parti des régions et du Parti communiste, là où dominant Svoboda et Pravyi Sektor, interviennent dans la confusion des héritages, étiquettes et mémoires sur l'histoire passée. Le comprendre n'est pas l'accepter.

Recentrage social et démocratique

Contre les crimes commis, il faut non pas l'interdiction de partis, mais une justice indépendante des partis. Il est décisif de combattre les idéologies racistes et xénophobes : les Tatars musulmans de Crimée, déportés par Staline et de retour dans leur foyer depuis 1991, pourtant pro-Maïdan par crainte de la domination grand-russe, seront autant menacés par l'idéologie de Svoboda au pouvoir à Kiev que par Pravyi Sektor qui défend la « chrétienté » contre « les burqua ». Il faut mettre l'accent sur ce qui rapproche les populations de toute l'Ukraine : l'attachement à l'indépendance, assortie de la

langue nationale ukrainienne, mais associée aux droits culturels et linguistiques des Tatars de Crimée comme des Ukrainiens russophones, ainsi que les enjeux sociaux, essentiels. L'aspiration démocratique doit transformer les défiances « antisystème » en assemblées citoyennes, comme en Bosnie, mettant à plat les privatisations qui ont démantelé les droits sociaux. Il faut dénoncer la dette comme illégitime contre les plans d'austérité du FMI. L'autonomie et demain la démission de la Crimée impliquent une neutralité militaire de l'Ukraine. Son unité et celle de tout le pays vont de pair avec la défense de droits sociaux et culturels pour touTEs contre le fascisme, la domination grand-russe ou celle des institutions euro-atlantistes.

Catherine Samary

1 – Dans le Monde Diplomatique de mars, « En Ukraine, les ultras du nationalisme » E. Dreyfus
2 – <http://blog.mondediplo.net/2014-02-28-En-Crimée-j-y-suis-j-y-reste>

8 MARS

Reprendre la rue pour les droits des femmes



La journée internationale de luttes pour les droits des femmes reste plus que jamais d'actualité, dans un contexte politique inquiétant de remise en cause partout des droits des femmes et de leurs acquis : en France, en Europe et dans le monde, tant sur le plan privé que public (avortement, droit du travail, retraite, etc.).

Avec les politiques d'austérité du gouvernement Hollande – Ayrault et la montée des idées d'extrême droite, la situation des femmes est chaque jour plus difficile. Retours au foyer forcés, sous-emploi, dégradation des conditions de vie et de travail... La crise économique frappe encore plus les femmes. Elles sont plus durement touchées par le chômage

de longue durée et le blocage des salaires. Les suppressions de postes dans la fonction publique et la diminution des budgets dans le milieu associatif impactent en premier les femmes, qui représentent près de 60% des fonctionnaires, en particulier dans l'éducation, la santé (77%) ou l'administration publique (73%), et 70% des salariées du secteur associatif.

Un monde à changer

AUTOMOBILES MADE IN USA. Si on regarde l'évolution de la production automobile mondiale par grandes zones entre 2007 et 2013, on constate qu'elle a augmenté en Chine (+126%) et baissé au Japon (-24%) et dans l'Union européenne (-26%) et qu'après une baisse profonde, elle est revenue au même niveau aux États-Unis. D'où les cris de victoire d'Obama et des patrons automobiles américaines, mais les travailleurs ont payé un prix considérable pour ce regain.

D'abord en termes d'emplois : le nombre de salariés de l'automobile est tombé de 1,1 million à 800 000. Ensuite en termes de salaires : pour les faire baisser, les entreprises ont eu recours à deux méthodes. La première est la délocalisation interne aux USA : les entreprises ont réduit leurs implantations dans les bastions traditionnels à forte implantation syndicale de cette industrie (ainsi le nombre de salariés est passé de 100 000

à 41 000 dans le Michigan), laissant derrière eux des régions ruinées : ce n'est pas un hasard si la ville de Detroit est en faillite. De nouvelles usines se sont implantées dans les États du Sud des USA où l'activité syndicale est limitée par diverses dispositions juridiques. La deuxième méthode : imposer des rémunérations réduites aux nouveaux embauchés. Ceux-ci sont payés 16\$ de l'heure, soit à peu près de la moitié du salaire antérieur, le niveau des retraites n'est plus garanti et ils n'auront pas d'assurance-maladie à leur retraite.

Richard Roy, qui travaille depuis 35 ans à l'usine General Motors de Flint, se soucie de ce que ça va impliquer pour sa fille qui travaille aussi dans l'automobile : « C'est triste, j'ai eu une carrière et je peux décider quand je prendrai ma retraite avec quelque chose de sûr, car j'ai une bonne retraite négociée avec l'entreprise, mais elle n'aura pas du tout la même certitude ».

PACTE DE RESPONSABILITÉ

Oscar du plus mauvais scénario

La situation en Ukraine, l'affaire « Copé », l'intervention en Centrafrique font passer au second plan les attaques engagées par le gouvernement contre l'ensemble de la protection sociale. Après la présentation faite par Hollande lors de ses vœux de début 2014, il s'agit maintenant pour lui de mettre en œuvre cette politique.

Un bien mauvais film

Le scénario, le décor et la mise en scène sont éclairants. Le scénario a été écrit par Hollande et Gattaz, d'accord pour alléger le « coût du travail », débarrasser complètement le patronat de la « charge » des allocations familiales, et ponctionner le budget de la protection sociale pour compenser la réduction des rentrées et rapprocher le pays des critères de déficits européens.

Le décor et la mise en scène sont ceux des locaux du patronat et le texte a été rédigé par le Medef lui-même. Et facile à comprendre : oui aux cadeaux, non au moindre engagement sur des contreparties en matière d'emplois ou de salaires. Quant aux acteurs, le Medef joue le rôle principal et les représentants des syndicats CFDT, CFE-CGC et CFTC jouent pleinement les faire-valoir. Ceux de la CGT et de FO, tout en dénonçant le contenu du texte, se refuse à quitter le plateau...

Des grains de sable ?

Pourtant malgré ce scénario bien ficelé, tout ne semble pas si simple. L'agenda de la « négociation » n'a



Le dîner de cons. DR

pas été validé vendredi 28 février, comme cela était prévu, et sa finalisation est repoussée au mercredi 5 mars. Les différentes branches patronales (grandes entreprises, PME, TPE) restent partagées sur les modalités des réductions des cotisations patronales : le maintien et l'élargissement du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et la révision de l'ensemble des exonérations de cotisations sociales sont à l'ordre du jour.

Du côté des « contreparties », le patronat reste droit dans ses bottes

en réaffirmant son refus de tout engagement chiffré. Mais pour permettre aux syndicats les plus conciliants de s'inscrire dans cette compromission, le gouvernement doit obtenir des semblants de recul : engagement sur les moyens mis en œuvre sur l'emploi, à défaut d'engagement de résultat et/ou d'objectifs négociés au niveau des branches.

Construire la résistance

Du côté de la CGT, les déclarations de Lepaon (comme par exemple celle publiée en *No comment* dans

le dernier numéro de *L'Anticapitaliste*), dans la suite du dernier Comité confédéral national et de la dernière Commission exécutive confédérale, ont fait des remous et imposent un discours plus critique contre le gouvernement. Des structures fédérales et départementales prennent des positions de dénonciation du Pacte de responsabilité et du dialogue social. Les manifestations unitaires regroupant partis, syndicats et associations du mouvement social à Marseille et Toulouse montrent l'existence de résistances, de possibilités de mobilisation.

L'enjeu de la journée de mobilisation intersyndicale du mardi 18 mars est de rendre visible ces résistances au niveau national, de franchir une étape dans la construction d'une mobilisation mettant à l'ordre du jour arrêts de travail, grèves, faisant la jonction du public et du privé. Mais l'enjeu est aussi dans la mise en débat, dans la construction d'une large riposte, politique et sociale, dont le week-end des 12 et 13 avril peut être une étape décisive.

Robert Pelletier

Le chiffre

+123%

C'est l'augmentation en une année du nombre de mises en chantier de logements dans les colonies juives de Cisjordanie occupée, passant de 1 133 à 2 534... selon des statistiques officielles israéliennes publiées lundi 3 mars.



Agenda

Vendredi 7 mars, réunion publique municipale, Paris. Avec Olivier Besancenot et Guillaume Biojout, tête de liste dans le 13^e, à 20 h au restaurant « Chez Trassoudaine », 3 place Nationale.

Vendredi 7 mars, réunion publique municipale, Bordeaux. Avec Philippe Poutou et les têtes de liste de l'agglomération bordelaise, à 20 h 30 à l'Athénée municipal, place Saint-Christoly.

Mardi 11 mars, réunion publique municipale, Alfortville. Avec Christine Poupin, à 20 h salle Polyvalente du Centre de Loisirs Toulon, 6 rue de Toulon.

Mercredi 12 mars, réunion publique municipale, Caen. Avec Christine Poupin, à 20 h au centre de Congrès, 13 avenue Albert-Sorel.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Il n'y a aucune surfacturation. C'est logique de travailler avec des gens en qui on a confiance (...) J'ai toujours exercé mes fonctions avec droiture et honnêteté.

JEAN-FRANÇOIS COPÉ le lundi 3 mars 2014, à propos de l'enquête du *Point* montrant les circuits financiers mis en place par le président de l'UMP au profit de personnes et d'organismes qui lui sont liés.

L'austérité contre l'égalité des droits

Loin de chercher à limiter les dégâts, les politiques d'austérité du gouvernement s'abattent toujours plus violemment sur les femmes. À la fois main-d'œuvre principale et principales usagères, les attaques contre les services publics, notamment contre les services publics de santé, d'éducation, de petite enfance, sont d'abord des attaques contre les femmes.

En particulier, les politiques d'austérité ont des conséquences très concrètes dans la liberté des femmes à disposer de leurs corps, lorsque les centres IVG, les maternités et les urgences médico-légales, qui accueillent les femmes victimes de violences voient leurs ressources drastiquement réduites, quand ils ne sont

pas simplement fermés. En à peine dix ans, ce sont plus de 144 maternités et 180 centres IVG qui ont fermé, rendant l'accès aux soins de plus en plus difficile, particulièrement pour l'avortement. De plus, la grave pénurie de places en crèche et en maternelle, la destruction du service de santé public et des retraites reporte sur les femmes la charge des enfants, des malades et des personnes âgées, limitant leurs possibilités de travailler et d'acquiescer ainsi une autonomie financière.

Notre corps nous appartient !

Le 1^{er} février, des dizaines de milliers de femmes espagnoles se sont mobilisées contre le projet de loi limitant gravement le droit à l'IVG en Espagne. En France aussi,

40 000 personnes sont descendues dans la rue pour défendre le droit à l'avortement, le droit à disposer de son corps. Cette manifestation a été une réussite : les femmes sont attachées au droit à l'avortement et continueront à le défendre ! Des mobilisations locales, comme celle pour le centre IVG de Tenon (Paris 20^e), ont permis des réouvertures avec davantage de moyens. Et les luttes continuent !

Mais l'idéologie d'extrême droite, reprise par les mouvements réactionnaires de tous bords, ne rencontre aucune opposition de la part du gouvernement, bien au contraire ! À la suite des mobilisations anti-homophobes de l'année passée, les mobilisations surréalistes autour d'une pseudo « théorie du genre » ont eu un

impact très réel sur les femmes et les LGBTI. À en croire le gouvernement, nous devrions nous excuser de vouloir en finir avec les stéréotypes de genre. Et aussi rassurer les réactionnaires ?

Le gouvernement recule, nous manifestons !

Le droit à disposer de son corps pour toutes les femmes, qu'elles soient hétéros ou lesbiennes, c'est aussi le droit à la PMA (Procréation médicalement assistée). Le retrait de la « loi famille » au motif qu'elle serait un cheval de Troie pour l'ouverture de la PMA à toutes les femmes est inadmissible ! D'abord parce que la « loi famille », avec toutes ses limites, devait comporter de nouvelles mesures utiles notamment aux familles recomposées, mais surtout

parce que la PMA était bel et bien une promesse de campagne du candidat Hollande, et qu'il cherche maintenant à l'enterrer à tout prix ! Nous ne céderons pas devant les homophobes et réacs de tout poil, il faut descendre dans la rue ! En solidarité avec les femmes du monde entier, celles qui luttent contre les désastres écologiques à travers le monde, celles qui résistent dans les pays en guerre, celles qui se lèvent contre les politiques d'austérité, celles qui se battent pour la scolarisation des filles, celles qui revendiquent toujours le droit à être reconnues égales des hommes, d'exister et de disposer de leurs corps par et pour elles-mêmes, nous serons toutes et tous dans la rue à l'occasion du 8 mars.

Sandra Demarcq

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Hollande enterre la taxe

Certains ont tendance à mettre la responsabilité du néolibéralisme en Europe sur les épaules de la Commission européenne. En réalité, ce qui est en train de se jouer sur les banques et la taxe sur les transactions financières (TTF) montre que les États nationaux, et notamment la France de Hollande, jouent un rôle majeur.

Dans les deux cas, réforme bancaire et taxe, la Commission européenne a des projets de réglementation, certes extrêmement insuffisants, mais si les États, et notamment la France, s'attachent à les amender, ce n'est pas pour les durcir mais pour les rendre encore plus anodins pour les banques et les financiers. Pour ce qui est de la taxe sur les transactions financières (TTF), en septembre 2011, la Commission européenne avait proposé une directive. À la mi-2012, il est devenu certain que l'unanimité ne serait pas atteinte, la Grande-Bretagne et le Luxembourg notamment s'y opposant fermement. Onze États (sur vingt-huit) semblaient cependant prêts à adopter un texte proche de celui proposé initialement. Le Conseil européen et le Parlement européen ayant donné leur feu vert, la Commission a proposé un nouveau texte le 14 février 2013 qui reprenait l'essentiel des dispositions de sa proposition de 2011. Cette TTF rapporterait entre 30 et 35 milliards d'euros. Puis la discussion technique s'est enlisée...



PHOTO THÈQUE ROUGE / CHRISTIAN

En coulisse, le gouvernement travaille...

En fait, les banques sont farouchement opposées à cette taxe. Malgré ses proclamations (« Taxer les transactions financières, c'est maintenant » écrivaient les ministres Moscovici et Canfin le 30 janvier dernier), le gouvernement français a beaucoup agi en coulisse pour réduire drastiquement la portée de la TTF.

Dans ce contexte, à la veille du Conseil franco-allemand du 19 février, 283 associations, ONG et syndicats de 17 pays européens, avaient interpellé François Hollande dans une lettre ouverte en lui demandant de « ne pas céder à la pression du secteur financier » et de travailler à mettre en place dès 2015 « une TTF sur toutes les classes d'actifs, pour enrayer la spéculation et financer les enjeux de solidarité nationale, européenne et internationale ». À l'issue du Conseil, François Hollande a affirmé que les deux pays avaient « la volonté d'aboutir avant les élections européennes », même si la TTF devait être « imparfaite ». Mais ça, c'est pour la galerie. Il n'y aura pas de TTF ou bien juste un faux semblant. « Mon véritable adversaire, c'est la finance », déclarait Hollande dans sa campagne électorale... Maintenant, on est fixé : son véritable adversaire, celui sur qui pèse le poids de sa politique, ce n'est ni la finance ni les patrons... mais tous les autres : salariéEs, chômeurEs, retraitéEs...

Henri Wilno

SALVADOR PUIG ANTICH

Il y a 40 ans, l'État franquiste assassina...

Le 2 mars 1974, dans la prison de Modelo à Madrid, un jeune militant anarchiste catalan de 26 ans mourait de la façon la plus épouvantable que l'on puisse imaginer, la strangulation par garrotage. Cette exécution barbare par strangulation sera la dernière de la dictature franquiste, qui allait l'année suivante disparaître avec la mort du caudillo.

Activiste du MIL (Mouvement ibérique de libération), recherché par la police, Salvador Puig Antich tomba dans un guet-apens le 25 septembre 1973. Une fusillade éclate et grièvement blessé, Salvador est arrêté et condamné à mort par strangulation quatre mois plus tard.

Manifestations et grèves de protestation

Son exécution provoquera une série de protestations dans le monde entier, notamment en France, où des manifestations à l'initiative du mouvement libertaire et de l'extrême gauche dégénèrent en affrontements avec la police. La gauche institutionnelle quant à elle s'en tiendra à des protestations de circonstance, totalement hostile aux actions armées, qu'elles soient commises en France ou sous la dictature franquiste. En Espagne, le terrorisme d'État et le souvenir encore frais de la terrible répression contre les militants anarchistes et républicains après la prise du pouvoir par Franco le 1^{er} avril 1939, étaient là pour dissuader efficacement toute riposte de rue. La guerre civile elle-même fit plus de 400 000 victimes et autant de personnes ayant dû fuir l'Espagne et se réfugier, le plus souvent en France. On estime à 30 000 le nombre d'exécutions sommaires imputées au régime dans les mois qui suivirent la prise du pouvoir. En dépit du niveau de férocité de la répression, des grèves « d'indignation politique » se déroulèrent dans plusieurs villes, notamment à Madrid, Barcelone et Valladolid. Cette réaction ouvrière n'est pas étrangère à l'histoire même du MIL dont

l'activité essentielle était, outre l'édition de brochures politiques, le financement des caisses de grève au moyen d'opérations d'« expropriation » (braquages de banque).

Les militantEs du « 1000 », comme ils et elles se dénommaient par autodérision, se revendiquaient de l'anarchisme, du conseilisme ou encore du situationnisme, et entretenaient des liens fraternels avec leurs camarades français, nombreux à l'époque dans la région toulousaine. Dans le foisonnement idéologique de l'après Mai 68, et de la sensibilisation à l'internationalisme de toute une génération militante, la survivance d'une dictature sanglante à nos frontières devenait insupportable.

L'extrême droite française, fidèle soutien de la dictature

Fervents défenseurs de l'Espagne fasciste, l'extrême droite française et le tout récent Front national applaudirent l'assassinat de Salvador Puig Antich, comme un an plus tard pour l'exécution de 5 militants du FRAP, comme encore quelques années plus tard en se réjouissant des assassinats commis au Pays basque nord, par le GAL (Groupe antiterroriste de libération)... Ses liens avec le régime franquiste étaient très anciens, et Jean-Marie Le Pen ne les a jamais reniés.

N'oublions pas que c'est à Madrid même que le 11 février 1961 s'était constituée l'OAS qui allait semer la terreur en Algérie et sur le territoire français. Une solide amitié unissait le fondateur du Front national au fondateur de la Phalange,



Salvador Puig Antich. DR

puis de Fuerza nueva, Blas Pinar, jusqu'à la mort de ce dernier il y a quelques mois.

Ces liens politiques continuent aujourd'hui. Ainsi, Manuel Andriano, actuel chef de la Phalange déclarait le 17 avril 2009 « nous sommes unis par des liens fraternels avec le Front national français ». Les faits sont têtus, et la tentative de dédramatiser le F Haine se heurtera toujours à la réalité historique, entre autres ses liens politiques historiques avec le fascisme international. Les antifascistes ne manqueront jamais une occasion de mettre sur la place publique ces éléments du passé, qui nous éclairent sur le présent et sur l'avenir enchanteur que nous promettent les fascistes, fussent-ils drapés dans les habits neufs de la démocratie.

Alain Pajolat

NOTRE-DAME-DES-LANDES Succès populaire et manipulation gouvernementale

La manifestation du 22 février à Nantes a été un véritable succès populaire, avec plusieurs dizaines de milliers de personnes venues de toute la France. La manipulation du gouvernement sur les « violences » a été à la hauteur : un véritable tsunami médiatique pour tenter de casser l'image du mouvement.

Oubliés donc les agriculteurs dont c'était la plus grosse manifestation depuis longtemps (520 tracteurs !) après le saccage de l'agroalimentaire en Bretagne et à l'approche du Salon de l'agriculture.

Les principaux médias ont montré en boucle les dégâts matériels. Un écran de fumée lacrymogène, dissipé par les témoignages, photos et vidéos. Le millier de « black blocs », on ne le voit pas. La manipulation de la police est soulignée par tous : blocage du centre-ville, provocations... un véritable piège tendu aux manifestantEs. Même un tract du syndicat policier Alliance le confirme : les CRS ont bien reçu l'ordre de ne pas intervenir contre les dégradations matérielles. La violence du gouvernement ce 22 février à Nantes était un choix, dans une ville où, depuis 1968, il est toujours interdit d'interdire : personne ne déclare de manifestation aux « autorités ». Grenades assourdissantes, flash-balls... ont provoqué d'innombrables blessures chez les manifestantEs. Quentin, un jeune charpentier loin d'être un « casseur », a reçu un tir de flash-ball et perdra son œil. Un autre manifestant, blessé au ventre, perdra sa rate. Combien valent ces blessures face aux dégâts



matériels, une vitrine et une grue de Vinci détruits ?

La violence comme système de gouvernement ?

Le gouvernement a tenté de discréditer tout le mouvement en assimilant les organisateurs à « la vitrine légale d'un mouvement armé » dit le préfet... Face à ces « terroristes », la conclusion est logique : il faudra évacuer la Zad

au plus vite, dès le lendemain des municipales. La réaction unanime des opposantEs a été de dénoncer la manipulation et d'avertir qu'ils ne laisseront pas expulser la Zad.

Tous derrière le gouvernement : c'est la position des principaux dirigeants politiques, de l'UMP au PCF, en passant par EELV ! Le secrétaire du PCF de Loire-Atlantique, colistier du PS aux municipales, sera solidaire du

gouvernement jusqu'au bout de la honte, rejetant toute la responsabilité sur les organisateurs de la manifestation. La réponse ne se fera pas attendre : Yves Ardil, militant historique du PCF et dirigeant de la CGT locale, lui a adressé une lettre ouverte de démission.

Face à cette hypocrisie, les réactions des militantEs, celle du syndicat CGT de Nantes-Métropole rappellent les évidences : « Les tags seront effacés, les vitrines redressées, les locaux reconstruits... Le jeune, lui, ne retrouvera pas son œil. La veille de la manif, un homme s'est pendu. Il ne supportait plus les conditions de travail imposées. Qui en a parlé? (...) Que fait le ministère de l'Intérieur pour protéger les plus faibles? » La violence n'est pas une question légale ou morale : c'est une question de légitimité.

En réalité, le gouvernement Hollande-Ayrault est aux abois. Face à une contestation grandissante du projet d'aéroport, il n'a rien à opposer : ni prétendue création d'emploi, ni mesure écologique, pas même un brin de démocratie. Pour ne pas perdre cette bataille, pour ne pas risquer de se trouver contesté sur sa gauche, il n'a d'autre choix que de réprimer et de tenter de diviser. Nous saurons résister !

CorrespondantEs NPA 44

ALGÉRIE Un pouvoir en survie

Le 22 février, Abdelaziz Bouteflika, l'actuel président algérien, a déposé sa candidature pour l'élection présidentielle du 17 avril prochain. D'après son Premier ministre, Abdelmalek Sellal, il agit « en réponse à la demande pressante des citoyens et citoyennes de tout le pays » à moins que ce ne soit la lente agonie du régime...

Après 3 quinquennats, donc 15 ans de pouvoir, Bouteflika tente de contenir la crise alors que le pays est au bord de l'explosion. Âgé de 76 ans, victime récemment d'un AVC, il multiplie les séjours à l'hôpital après son retour de France où il était soigné. Les bulletins de santé officiels veulent rassurer l'opinion, mais ils ont bien du mal à donner le change. Le « Bonaparte » n'a pas d'autre issue que d'imposer sa candidature, celle d'un vieil homme tout aussi affaibli que son régime...

Consensus libéral

C'est là le résultat de sa propre politique comme l'écrivait dans une déclaration, le 14 février, nos camarades du PST (Parti socialiste des travailleurs) : « La « monarchisation » absolue du régime par Bouteflika a fini par créer un vide au sein du pouvoir et éliminer l'hypothèse d'une possible succession en douce. [...] L'évolution de cette crise, qui pourrait s'aggraver, élimine aussi l'illusion d'une auto réforme du régime. [...] Le cap économique plus libéral insufflé par Sellal, visant à affaiblir le secteur public en vue de son absorption par un secteur privé prédateur local et étranger, traduit l'évolution du centre de décision du régime qui s'est déplacé de l'armée vers le monde des affaires durant la dernière décennie. Les louanges prodiguées par le patronat en direction des mesures économiques de Sellal et les satisfécit délivrés par les



puissances impérialistes confortent cette évolution.»

En se présentant pour un quatrième mandat, Bouteflika espère maîtriser la « guerre » ouverte entre deux factions pour le contrôle du pouvoir et la redistribution des positions économiques et financières. En réalité, pro et anti-Bouteflika sont d'accord sur l'essentiel : la promotion du secteur privé et du patronat au détriment du secteur public. Ils sont d'accord sur le processus de libéralisation de l'économie, sur le maintien de l'accord inique d'association avec

l'Union européenne et sur l'adhésion désastreuse à l'OMC.

« Une mascarade »

« Cette situation de pourrissement au sein du régime, écrit le PST, renseigne sur l'absence d'une alternative politique indépendante capable d'imposer le changement et satisfaire les aspirations démocratiques et sociales des masses populaires de notre pays. [...] Pourtant, les mobilisations permanentes des masses populaires à travers les grèves des travailleurs et les luttes syndicales pour l'amélioration

du pouvoir d'achat et la défense du secteur public, les luttes des chômeurs et des travailleurs précaires pour l'emploi, les mobilisations locales quotidiennes des citoyens pour l'amélioration des conditions de vie, ne se comptent plus. »

Le 28 février dernier, après l'annonce de la candidature de Bouteflika, le PST écrivait : « Mais il n'y a pas d'alternative au peuple ! Les luttes sociales quotidiennes des travailleurs, des chômeurs, des femmes et des jeunes sont bien là. Elles expriment le rejet de l'autoritarisme qui limite nos libertés, fraude les élections et réprime nos revendications. Elles s'opposent au libéralisme économique qui a engendré le désastre social, le chômage et la précarité. Elles résistent contre la privatisation rampante de l'économie, de la santé et de l'éducation. Elles refusent la mainmise des puissances étrangères sur nos richesses et notre souveraineté. » Le PST ne participera pas à « cette mascarade » de l'élection présidentielle. Pour lui, c'est bien un bouleversement démocratique qui est à l'ordre du jour, « l'élection d'une assemblée constituante représentative des travailleurs, des chômeurs, des femmes et de tous les opprimés. Une assemblée constituante qui inscrira dans une nouvelle constitution les aspirations démocratiques et sociales de la majorité des Algériens et des Algériennes et consacra la souveraineté populaire. »

Yvan Lemaître

CENTRAFRIQUE Le fiasco de la France



Hollande en visite à Bangui vendredi 28 février. DR

Sans surprise et dans un consensus politique, l'Assemblée nationale vient de donner son aval à la continuité de l'opération Sangaris en Centrafrique.

Mais dans le même temps, les critiques de cette opération se font de plus en plus entendre.

Dès le début, l'intervention française ciblait uniquement les milices de la Seleka venant du nord du pays qui ont porté au pouvoir Michel Djotodia. Ces milices se sont rendues coupables d'exactions contre les populations en épargnant généralement les communautés musulmanes. En neutralisant les milices de la Seleka, les troupes françaises ont laissé en matière de sécurité un vide pour les populations musulmanes qui se sont fait massacrer par les milices anti-Balaka, largement encadrées par les partisans de l'ancien dictateur François Bozizé. Pendant de longues semaines les soldats français ont continué cette opération en laissant agir les anti-Balaka qui ouvertement travaillaient à leur objectif : « nettoyer » le pays des musulmans.

Ainsi l'armée française, même si ce n'était pas son intention première, a été d'une aide décisive dans le nettoyage ethnique qu'opèrent les milices anti-Balaka. Les convois de civils musulmans qui se dirigent vers le nord du pays sont sans cesse attaqués par ces miliciens dont la plupart sont des jeunes désœuvrés. En soutenant ces milices, Bozizé tente de son côté de reprendre le pouvoir.

Le remède pire que le mal...

La situation politique se complique considérablement. Les anti-Balaka sont divisés. Une aile se déclare prête à travailler avec le gouvernement de Catherine Samba-Panza, tandis que l'autre partie dénie toute légitimité à ce pouvoir. Cette division peut amener à des conflits entre anti-Balaka eux-mêmes sur des bases ethniques. Déjà on recense des méfaits de ces miliciens contre les populations chrétiennes. Et le fait que la France se donne désormais comme objectif le désarmement de ces milices va contribuer à l'hostilité grandissante d'une partie de la population. Régulièrement les soldats de Sangaris essuient des tirs de miliciens anti-Balaka. Dans le nord du pays où les musulmans se sont réfugiés, les risques sont grands de voir les populations chrétiennes de cette région être victimes de la vengeance des miliciens de la Seleka. La question de la gestion de cette région se pose. En effet, si la partition institutionnelle du pays a été écartée, sa sécurisation et son contrôle restent problématiques. La diplomatie française mise sur le dictateur tchadien Déby pour éviter que cette zone soit une zone de non-droit propice à un refuge de toutes les milices qui sévissent dans la région : celles du Darfour mais aussi la secte ougandaise de la LRA (acronyme anglais de l'Armée de Résistance du Seigneur), les zarguin bandits de grand chemin, et bien sûr les djihadistes. Le rôle d'Idriss Déby se retrouve ainsi renforcé et va bénéficier de la mansuétude de la France et des autres puissances occidentales. De nouveau, la théorie d'un soutien aux dictatures pour assurer la stabilité dans la région est défendue, alors que ce remède est pire que le mal. La légitimation de ces dictatures ne fait que nourrir des conflits armés qui dégènerent le plus souvent en guerres ethniques. La politique africaine de la France reste constante et continue à faire des ravages dont les principales victimes restent les populations.

Paul Martial

CHINE Le massacre de Kunming et la « question ouïgoure »

Le 1^{er} mars, 29 personnes ont été tuées à l'arme blanche à Kunming, la capitale du Yunnan, dans le sud-ouest de la Chine. Les autorités dénoncent les « séparatistes ouïgours »...

Une dizaine d'hommes et de femmes, vêtus de noir, armés de dagues et couteaux se sont attaqués aux personnes rassemblées dans un hall de gare. Quatre d'entre eux auraient été tués par la police et un autre arrêté. Il s'agirait de Ouïgours, des musulmans peuplant le Turkestan oriental, à savoir la Région autonome ouïgoure du Xinjiang, l'une des cinq régions autonomes ayant en Chine un statut spécial, à l'instar du Tibet ou de la Mongolie intérieure. Le Xinjiang se trouve loin de Kunming, dans le Grand Ouest de la Chine. Cependant des actions « terroristes » attribuées par les autorités aux Ouïgours ont déjà été menées jusque dans la capitale, Pékin, le 28 octobre 2013. On ne peut exclure des provocations menées par les services secrets chinois. Par ailleurs, les immolations ou attentats ne sont pas nécessairement le fait de mouvements séparatistes organisés : ils peuvent être des actes de révolte ou de désespoir de la part de membres d'une seule famille.

Un attentat à dimension politique

Le rejet des Ouïgours envers le pouvoir est en effet profond. Ils se

sentent progressivement dépossédés de leur propre pays : les Hans (ethnie majoritaire en Chine) ne représentaient que 10% de la population du Turkestan oriental il y a une cinquantaine d'années, 40% aujourd'hui. Témoin de la profondeur des tensions, en réaction à une répression policière, des émeutes d'une très grande violence le 5 juillet 2009 avaient ensanglanté Urumqi, capitale de la région autonome, faisant, selon les chiffres officiels, 197 morts et près de 2000 blessés. Le lendemain, une contre-émeute avait été menée par des Hans. L'an dernier encore, de très nombreux incidents se sont produits dans le sud du Xinjiang, à grande majorité ouïgoure.

L'attaque du 1^{er} mars, l'un des attentats les plus meurtriers perpétrés en Chine, s'est déroulée peu avant l'ouverture de la session annuelle du Parlement chinois, soulignant sa portée politique.

Au-delà du Yunnan, jouant l'étouffoir, la presse chinoise n'a pas accordé beaucoup de place à l'événement. Cependant, les « faiseurs d'opinions », pour reprendre l'expression de Brice Pedroletti, semblent prendre conscience des enjeux de la



Devant la gare de Kunming. DR

« question ouïgoure ». Le « blogueur star » Han Han a ainsi souhaité que « nous ne dirigions pas notre haine contre toute une ethnie et une religion ». Un journaliste chinois originaire du Xinjiang a fait circuler une pétition de Ouïgours (universitaire, internautes, étudiants, médecins...) condamnant les « actes inhumains » du Kunming, mais demandant au gouvernement de « faire toute la lumière sur ces événements » pour que le drame de 2009 (provoqué par un sentiment de déni de justice) ne se reproduise pas (le Monde daté du 4 mars 2014).

Pour Pékin, les enjeux sont considérables. Le Xinjiang est en effet la plus grande des régions autonomes, représentant un sixième du territoire de l'État chinois, pour une population d'environ 20 millions d'habitants, dont quelque 10 millions de Ouïgours turcophones (45% du total) et d'autres ethnies de religion musulmane. Il borde huit pays (Mongolie, Russie, Inde, Pakistan, Kirghizistan, Kazakhstan, Afghanistan et Tadjikistan) dans une zone géopolitiquement instable.

Pierre Rousset

En France aussi, défendons le droit à l'avortement!

Le droit à l'IVG, droit fondamental pour les femmes à disposer librement de leurs corps, est remis en question par les réactionnaires de plusieurs pays. Et ici ?

En France, l'Assemblée nationale a voté le 21 janvier dernier la suppression de la notion de « situation de détresse » pour une femme voulant demander une IVG. En annulant la demande de « justification » pour avoir recours à l'avortement, celle-ci est remplacée par les termes : « qui ne veut pas poursuivre une grossesse ». Cela conforte le droit à l'IVG pour les femmes. La proposition de loi par l'UMP visant au déremboursement de l'IVG a également été massivement rejetée. Mais les réacs de tout poil s'emparent du combat anti-IVG en France. En effet, le débat a été houleux et a rappelé que le droit à l'avortement, même 40 après la loi Veil, est encore un droit précaire et controversé. L'UMP (dont la majorité des députés sont membres de l'Entente parlementaire pour la famille) considère en effet que la suppression de la notion de « détresse » conduira à une « banalisation de l'avortement ». L'extrême droite a invoqué la « morale » par des élucubrations de Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch, dignes du code

civil de 1810 : « Il faut convaincre les femmes de notre peuple de l'absolue nécessité d'assumer leur fonction de reproduction »...

De moins en moins de moyens...

Malgré l'avancée de ce vote, l'accès à l'avortement reste difficile en France faute de moyens financiers, de structures et de médecins le pratiquant. Clause de conscience, délai de « réflexion »... Et surtout, la poursuite par le gouvernement actuel du plan d'austérité HPST entraîne un accès de plus en plus réduit à l'avortement. Ainsi, entre 2004 et 2012, c'est près de 130 centres IVG qui ont été fermés en France ! Si la légalité du droit à l'avortement est aujourd'hui difficilement discutable pour les anti-IVG, ils s'attaquent à sa légitimité, en tentant de le restreindre toujours plus. Parler d'« acte banal » en parlant d'avortement sous-entend une ignorance totale sur celui-ci. « La Marche pour la vie », groupe anti-IVG, a manifesté à Paris pour inciter le gouvernement français à prendre exemple sur l'État espagnol. Ce groupe, qui

s'était allié en 2013 à la Manif pour tous, a rassemblé dans ses rangs plusieurs milliers de personnes derrière des slogans conservateurs et anti-IVG. Cette manifestation a été soutenue par l'Église catholique, dont le pape a rappelé « l'horreur » que suscite en lui l'avortement, et incité les gouvernements à « défendre les familles »...

Face à ces attaques et en solidarité avec les femmes espagnoles, une manifestation a été organisée le 1^{er} février à Paris et dans plusieurs villes de province pour dénoncer les attaques contre le droit à l'IVG dans l'État espagnol et dans le monde, ainsi que le refus du droit des femmes à disposer de leur corps. Elles étaient appelées par des organisations féministes, syndicales et politiques. Une manifestation a eu lieu le même jour à Madrid, à l'appel des Espagnoles pour défendre leur droit à l'avortement.

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question » (Simone de Beauvoir).

Jessica

Aborto legal y seguro!

L'annonce nous est tombée dessus comme un couperet le 20 décembre dernier : le gouvernement espagnol envisage de faire voter une loi pour interdire l'avortement. Obtenu par les luttes des femmes en Espagne, l'avortement y est aujourd'hui autorisé jusqu'à 14 semaines (22 semaines dans certains cas médicaux). Cette législation plus ouverte que le droit français pourrait ainsi être rayée d'un trait de plume !

Dans le contexte de montée des droites réactionnaires en Europe, ce droit chèrement acquis pour nos corps et pour nos vies est donc une fois de plus à défendre et à revendiquer. La preuve, on a ainsi entendu Marion Maréchal Le Pen, surfant sur la vague espagnole, nous ressortir le vieux couplet des « IVG de confort » et du « devoir reproductif des femmes ». Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans

l'offensive européenne des opposants aux droits des femmes. Le Parlement européen a rejeté le 20 janvier 2013 le rapport présenté par la députée Mme Estrela qui proposait que l'avortement soit autorisé dans toute l'Union européenne. Ce projet visait également à faire de la contraception, de l'éducation sexuelle et de la prévention des violences sexuelles des droits européens. Pour les parlementaires européens, c'est non !

Alors qu'en Irlande et en Pologne, l'avortement est toujours interdit, qu'il n'est pas remboursé en Lettonie, ce recul inquiétant pour les femmes espagnoles nous rappelle que, sur ce terrain, on trouvera toujours les réacs de tout poil pour vouloir imposer un contrôle sur nos corps. Femmes d'Europe, défendons nos droits ! À nous de décider ! Nos corps nous appartiennent !
Hélène

Vous avez dit avortement libre, gratuit et accessible ?

Présenté ces derniers jours devant l'Assemblée nationale, le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes prévoit d'assouplir le droit à l'avortement en supprimant la référence à la « situation de détresse » de la femme demandant une IVG au profit de l'expression « qui ne veut poursuivre une grossesse »...

C'est une évolution qui va dans le bon sens et libère dorénavant pleinement les femmes d'avoir à se justifier d'une demande d'IVG, même si, dans les faits, la situation de détresse est depuis longtemps entendue de manière large par les praticienNEs. Il s'agit donc avant tout d'une avancée symbolique, mais qui n'a pas empêché les réactionnaires de tout poil de crier au scandale, certains réclamant même son déremboursement. Rappelons-le, le droit à l'avortement reste encore un « droit à part », difficilement accessible. Et les difficultés concrètes que rencontre toute femme souhaitant avorter en obligent de nombreuses chaque année à aller à l'étranger.

Ne rien lâcher !

En effet, malgré l'allongement en 2001 du délai de 10 à 12 semaines, les difficultés restent nombreuses. Tout d'abord, la clause de conscience est maintenue explicitement pour l'IVG. Le code de la santé publique prévoit en effet qu'« un médecin n'est jamais tenu de pratiquer une interruption volontaire de grossesse ».

Dans les faits, la pratique de l'IVG repose encore bien souvent sur des médecins militantEs. Par ailleurs, il est toujours nécessaire d'observer un délai de 7 jours « de réflexion » entre les deux premières consultations avant l'acte médical (pouvant être ramené à 2 jours en cas d'urgence).

À ces limites toujours inscrites dans la loi Veil, s'ajoutent les effets dévastateurs des restructurations hospitalières qui se poursuivent. En 2011, le service statistique du ministère de la Santé (la DRESS) dénombrait 130 fermetures de centres IVG.

Il est encore et toujours nécessaire de revendiquer un véritable droit à l'IVG, libre, gratuit et accessible partout et pour toutes. Cela implique de mener résolument le combat idéologique contre la résurgence des idées les plus réactionnaires, mais également de ne pas lâcher sur ce qu'il reste à gagner : contre les fermetures des centres IVG et la casse du service public de santé, pour la suppression de la clause de conscience et du délai de « réflexion ». Car le droit des femmes à disposer de leur corps ne se discute pas !

Gwendoline



Renforcer l'a

L'organisation par pôle et la confirmant bien que la loi B à l'accès à l'IVG.

Le gouvernement a bien annoncé le remboursement à 100% de l'IVG, mais les consultations et analyses complémentaires ne sont pas incluses. Ces nouvelles mesures ne sont donc pas suffisantes dans le contexte politique actuel.

Ainsi, les médecins de ville refusent l'IVG médicamenteuse parce que le forfait (3 ou 4 consultations) ne les satisfait pas financièrement. Les hôpitaux ne réalisent pratiquement pas d'IVG médicamenteuse parce qu'« il n'y aurait pas de demande »...

Des hôpitaux et des médecins refusent

C'est la raison pour laquelle le Mouvement français du Planning familial (MFPF) réalise des IVG dans ses locaux : démontrer que c'est une demande et un choix des femmes, et une action politique dans la tradition féministe

Convention féministe du NPA



Accès à l'IVG

La tarification à l'activité
d'achat est un frein

de lutte pour le droit à choisir. L'hôpital d'Orléans, par exemple, refuse même de pratiquer l'IVG par aspiration. Les médecins du MFPP réalisent donc des avortements par aspiration dans les locaux du planning...

Une femme qui ne désire pas une grossesse est dans l'angoisse : l'IVG médicamenteuse lui évite donc les rendez-vous préalables et l'anesthésie, ainsi que de rester dans les salles d'un hôpital où elle est souvent malmenée par certains membres du personnel. Avec l'IVG médicamenteuse, «l'expulsion» se fait à la maison ; et c'est seulement en cas de complications que la femme doit se rendre à l'hôpital le plus proche. C'est un moyen à renforcer car on sait que beaucoup de femmes se procurent les comprimés abortifs par internet, et prennent le traitement sans consultation médicale, ce qui constitue un risque pour elles.

Flor

Le NPA lors de la manifestation du 1^{er} février à Paris. PHOTOHÈQUE ROUGE / JMB

Après le 1^{er} février, quelles perspectives pour le mouvement féministe ?

À la manifestation du 1^{er} février à Paris. PHOTOHÈQUE ROUGE / JMB

En France, les manifestations du 1^{er} février autour du droit à l'IVG en Espagne comme ailleurs (avec toute la dimension française rappelée dans les articles de ce dossier) ont connu un succès inespéré, avec 40 000 personnes qui ont défilé à l'échelle nationale.

Enthousiasmantes, ces manifestations le sont à plus d'un titre. D'abord par leur ampleur, alors que les manifestations féministes traditionnelles du 25 novembre (contre les violences faites aux femmes) et du 8 mars (pour la journée des droits des femmes) ne rassemblaient ces dernières années que quelques milliers de personnes. Ensuite par leur contenu, la date ayant été choisie en solidarité avec les femmes espagnoles. Et pourtant, le pari d'élargir les mots d'ordre à la lutte pour l'IVG en France a fonctionné, alors même qu'aucune manifestation de masse spécifiquement sur ce sujet n'avait eu lieu depuis des années. Enfin, par leur nature : il y avait un dynamisme certain, porté par des manifestantes souvent jeunes et déterminées, à l'opposé de la dernière manifestation du 23 novembre contre les violences.

Clivages et consensus...

Devant cette vague très positive, il est tentant d'estimer que les

clivages du mouvement féministe pourraient être aisément dépassés : c'est pourquoi l'organisation à Paris de deux manifestations différentes pour le 8 mars peut paraître incompréhensible. En réalité, cette situation n'a rien d'étonnant, et elle est en fait moins critique qu'il peut y paraître à première vue.

Il faut rappeler que les tensions au sein du mouvement féministe ont toujours existé, découlant de l'affrontement des courants et des organisations sur des questions qui ont toujours reposé sur des analyses profondément différentes. En l'occurrence, si ces dernières années les désaccords se sont cristallisés sur le voile ou la prostitution, le degré de violence n'est pas particulièrement supérieur à celui qui a pu exister entre les féministes essentialistes et constructivistes, ou entre les féministes radicales et les féministes lutte de classes.

Dès lors, le succès des mobilisations sur l'IVG n'est pas surprenant par rapport à ces divisions : il est toujours plus aisé de se réunir sur un axe de travail consensuel (comme cela peut aussi être le cas par exemple autour des Journées intersyndicales femmes organisées par la CGT, la FSU et Solidaires).

L'unité large autour du 1^{er} février

Il ne faut pas idéaliser ce qui s'est passé autour du 1^{er} février, mais il faut en tirer des leçons. Il y a bien eu des tentatives d'écarter certaines féministes et certaines femmes, en particulier les femmes portant le voile et les prostituées, alors qu'un mouvement aux positions aussi polémiques que les Femmes a pu prendre une place importante. Si

au final l'exclusion de femmes et de féministes n'a pas été possible et que la manifestation a pu être aussi massive, c'est grâce à la pression de la base. En effet, les réunions unitaires dépassaient le cercle restreint habituel et ont permis de remobiliser notamment les organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats, globalement désengagés des luttes féministes ces dernières années. À l'instar de ce qui avait été organisé par l'inter-LGBT en amont des manifestations pour l'égalité des droits, c'est bien en rouvrant les portes des réunions, en élargissant les cadres, que les organisatrices ont pu convaincre. Enfin, il ne faut pas oublier que contrairement aux réunions féministes des années précédentes, celles-ci n'étaient pas organisées par le seul Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), dont les positions font débat, mais par un groupe de 4 organisations : outre le CNDF, le collectif Tenon, vainqueur d'une lutte exemplaire pour un centre IVG, le Planning familial et l'ANCIC (l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception). Ces trois dernières organisations avaient la légitimité qui commençait à faire défaut au CNDF du fait de ses choix bureaucratiques et clivants. La présence d'organisations qui travaillent à la base, sur le terrain, a été centrale dans l'attractivité du cadre unitaire. Ceci doit nous rappeler que le mouvement autonome des femmes se construit jour après jour, et non un ou deux jours par an. Et l'investissement des organisations associatives, politiques et syndicales, pour le 1^{er} février, a été très positif. Il faut

s'assurer que cet investissement ne soit pas un feu de paille.

Pour un réel renouveau du mouvement

Les divergences existent dans le mouvement féministe. Elles recourent des désaccords profonds, par exemple sur la notion de libre arbitre. Il n'est pas possible de chercher à mettre la poussière sous le tapis en délégitimant ces débats, en prétendant qu'ils ne touchent personne... L'islamophobie touche des milliers de gens, et la question des rapports sexuels rémunérés sous une forme ou une autre dépasse le cadre de la prostitution de rue. Il n'est pas non plus possible de répondre par le mépris et la condescendance aux personnes qui mènent ces débats et ces luttes, en les enjoignant à se focaliser sur ce qui marche : l'IVG et rien que l'IVG.

La lutte pour l'IVG a encore de beaux jours devant elle. L'idée d'une manifestation européenne à Bruxelles fait son chemin, tout comme celle d'un meeting en France avec des invitéEs européens sur la question de l'IVG en Europe. Alors que cette lutte n'est pas nouvelle, les attaques dans l'État espagnol ont entraîné une vraie dynamique en France, et il faut s'en saisir.

Mais pour un renouveau réel du mouvement féministe, il faut parvenir à dépasser une logique défailante : ce n'est pas l'orientation correcte d'un mouvement perçu comme homogène qui donnera lieu à une mobilisation de masse. C'est l'investissement de toutes et tous dans le mouvement, chacunE à son échelle, qui lui permettrait d'avancer, politiquement et numériquement. **Chloé**

LOI SUR LES STAGES

La précarité et la galère, ce n'est pas fini!

Le gouvernement avait annoncé sa volonté de faire avancer le cadre légal des stages afin de changer la précarité grandissante que connaissent les jeunes. On est bien loin du compte!

Aujourd'hui les stages sont une vraie arme pour le patronat afin de précariser les jeunes et les salariéEs, une main-d'œuvre à très bas coût corvéable à merci. En effet, la gratification, car on ne parle pas de salaire, est de 436 euros par mois, c'est-à-dire moins que le RSA, et les stagiaires, dépendant de la validation de ce stage, sont donc obligés de faire toutes sortes de tâches que personne ne ferait autrement. La situation était encore plus dramatique avec les stagiaires employés par Areva pour s'occuper des moteurs de réacteurs nucléaires pendant 2 à 6 mois, heureusement pas assez longtemps pour contracter des maladies liées à la radioactivité. La Société générale emploie 20% de stagiaires... Autant de jeunes qu'elle n'a presque pas besoin de payer car un stage de moins de deux mois n'est pas rémunéré.

Avancée pour les jeunes ou cadeaux aux entreprises?

La nouvelle loi adoptée lundi 24 février apporte des avancées : interdiction d'effectuer des tâches dangereuses, accès aux tickets restaurant, aux remboursements des transports, rémunérations dès le premier mois de stage si celui-ci dure plus de deux mois... Mais elle ne touche pas au cœur du problème! Les stagiaires sont utilisés par les grandes entreprises car ils sont payés une misère et la pression qu'ils subissent pour valider leur formation permet qu'ils acceptent des tâches qui ne sont pas les leurs. Ni augmentation de la gratification au Smic, ni cadre contraignant pour les entreprises sur le lien entre formation et stage... De plus, la nouvelle loi s'accompagne d'une exonération d'impôts pour les gratifications! Et une partie des stages qui se font dans le public sont menacés par les politiques d'austérité.

Ainsi, un mouvement d'ampleur a eu lieu chez les étudiants en travail social qui ne pouvaient pas trouver de stage. Cynique, le gouvernement avait supprimé l'obligation de gratifier les stages et annoncé une enveloppe de 5,3 millions d'euros... alors qu'il en faudrait 70 millions. Aujourd'hui une bataille s'ouvre aussi dans les Instituts de formation aux soins infirmiers (IFSI) : les étudiantEs s'y battent pour accéder aux stages dans le privé qu'on leur refuse, faute d'exonération, et pour une meilleure rémunération : elle est aujourd'hui de 66 centimes par heure!

JBP

CAISSE D'ÉPARGNE

Une organisation du travail attentatoire à la santé des salariés

Quelques semaines après avoir obtenu la mise en examen de François Pérol pour prise illégale d'intérêts, Sud BPCE et son avocat Stéphane Ducrocq viennent d'obtenir une nouvelle victoire dans leur lutte indéfectible pour défendre les salariéEs et faire avancer le droit.

Le 21 février 2014, la Cour d'appel de Lyon a confirmé le jugement du TGI de Lyon du 4 septembre 2012 et a infligé un nouveau camouflet aux patrons de la caisse d'épargne Rhône Alpes (CERA). La Cour a considéré que l'organisation du travail mise en place par l'entreprise entre 2007 et 2012 était attentatoire à la santé des salariés.

La concurrence généralisée
Cette organisation du travail

reposait sur le benchmark, un système d'évaluation délétère qui met en concurrence permanente les agences et les commerciaux dont les résultats sont comparés à chaque instant. Ainsi, les tableaux de suivi indiquaient pour chaque agent le total des ventes par nature d'activité (bancairisation, épargne, assurance, etc.) et surtout mesuraient l'écart moyen par rapport au premier. L'obsession quotidienne de chaque salariéE était de

«créer de l'écart» par rapport aux autres salariéEs, non plus collègues mais rivaux. Pour Stéphane Ducrocq, l'avocat de Sud groupe BPCE, «c'est une décision très satisfaisante dans la mesure où elle entérine le fait que désormais le juge peut s'immiscer dans la vie de l'entreprise et interdire une organisation du travail qui serait potentiellement susceptible de porter atteinte à la santé des salariés. Elle autorise en outre les organisations syndicales à

intervenir de manière préventive avant qu'un drame effectif ne soit survenu.»

Depuis le jugement rendu par le TGI, la CERA a mis en place un benchmark «allégé» pour tenter de contourner l'interdiction posée par le TGI. Ce «benchmark light» reste incontestablement dangereux et Sud envisage toutes les possibilités d'action pour faire interdire cette organisation du travail et protéger ainsi la santé des salariéEs.

Patrick Saurin

MOBILISATION

Un tour de France pour l'accès aux soins et le droit à la santé

Entretien. Françoise Nay est présidente de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternité de proximité, à l'initiative du tour de France pour l'accès aux soins et le droit à la santé.

À sa fondation en 2004, la Coordination¹ appelait «tous les citoyens qui refusent le démantèlement du système de soins à entrer en résistance, où qu'ils soient, et à se fédérer en comités de défense». Dix ans après, où en est-on?

La Coordination regroupe aujourd'hui une centaine de comités. Notre refus d'hier du démantèlement du système de soins est malheureusement toujours d'actualité. Nous sommes encore confrontés aux fermetures, aux restructurations. Il n'y a qu'à pointer toutes les villes où les hôpitaux sont affaiblis par des plans de retour à l'équilibre budgétaire et les diminutions de personnels, vidés de leurs services, voire fermés. Services d'urgences, de chirurgie et maternités sont les premiers touchés. De 2001 à 2011, on dénombre encore 162 fermetures de ces dernières, près d'une sur quatre!

Les arguments et prétextes sont toujours les mêmes : le manque de professionnels de santé, la sécurité, l'organisation des soins... En réalité, c'est la logique comptable qui prévaut et le choix de la privatisation. Nous connaissons les résultats de cette politique, les usagers en mesurent, sinon en subissent les conséquences : accouchements sur les routes, saturation des urgences et attentes interminables avant les prises en charge, développement de véritables déserts sanitaires...

La mobilisation des comités de défense peut faire reculer le gouvernement. Ainsi l'Agence régionale de santé avait décrété la fermeture de la maternité de Dourdan (91) et depuis janvier cette maternité est à nouveau ouverte. Qu'est-ce qui a permis



DR

cette victoire et d'autres?

À Dourdan, comme à Carhaix, comme il y a 10 ans à Saint-Affrique, la décision de fermeture a pu être remise en cause grâce à la mobilisation, remarquable par sa diversité : usagers, population, personnels, élus, syndicats, partis politiques. Il en a été de même, récemment, pour le maintien du SMUR à Lure.

Les mobilisations sont diverses selon les lieux et, le plus souvent, c'est lorsqu'elles sont très larges, avec l'appui de la population et des élus locaux, qu'elles aboutissent. Aujourd'hui, elles sont de moins en moins isolées et des soutiens de toute la France les accompagnent. Cela compte aussi pour gagner!

Lors de ses 21^e Rencontres en novembre 2013, la Coordination a décidé d'organiser un tour de France pour l'accès aux soins et le droit à la santé. Pourquoi et comment? Quelles seront les suites?

La Loi HPST (hôpital patients,

santé, territoires) n'a pas été abrogée et la T2A (tarification à l'activité) sévit encore. Du fait de la limitation du nombre de professionnels de santé formés (en particulier des médecins), de la liberté d'installation, de la disparition de service de santé de proximité, les déserts sanitaires progressent, en zone rurale et urbaine, en ville et à l'hôpital. Si le ministère de la Santé a lancé une grande consultation via les Agences régionales de santé (ARS), bien peu d'usagers auront la possibilité de faire entendre leur voix dans ces «grands-messes» institutionnelles...

Alors que nous sommes une association d'usagers agréée, que nous avons été auditionnés au Sénat et à l'Assemblée, nos représentants sont indésirables dans bon nombre d'instances. C'est pourquoi la Coordination a décidé de donner la parole aux usagers, habitants et citoyens, à la faveur des différentes étapes du tour de France qui se veulent à la fois revendicatives, avec

l'expression des difficultés, mais également constructives avec des propositions pour une politique de santé répondant aux besoins. Nous en sommes à plus de 30 étapes dans toute la France. Nous en rendons compte sur notre site et dans le journal du tour que nous adressons à plus de 2000 contacts. Un livre du tour circule d'étape en étape pour recueillir témoignages et propositions. Partis de Briançon le 14 décembre, nous arriverons à Ruffec le 9 mai où se tiendront nos 22^e Rencontres et où nous déciderons ensemble de la suite de nos actions.

Nos comités et nos milliers d'adhérents ont plus que jamais un rôle essentiel à jouer, avec les formes et modalités d'actions qui leur sont propres. Pour continuer à informer, alerter et développer les mobilisations nécessaires à l'instauration d'une politique répondant à nos attentes : pour l'accès aux soins de toutes et tous et le droit à la santé.

Propos recueillis par S. Bernard

1 - www.coordination-nationale.org



TPE

Les salariés ne sont pas de la chair à patron!

Hier PSA, Sanofi, Virgin... Aujourd'hui Chapitre, Goodyear, Mory Ducros... Ces mal nommés «Plans de sauvegarde de l'emploi», qui font régulièrement la une de l'actualité et donnent lieu à des résistances, ne doivent pas faire oublier la masse des licenciements quotidiens dans les très petites entreprises (TPE), que ce soit pour motif personnel ou via une rupture conventionnelle, le plus souvent contrainte.

Un salariat éclaté

En 2008, on comptait un million d'entreprises de moins de 11 salariéEs, les TPE, soit 85% des sociétés du secteur concurrentiel, et 20% du salariat, soit

4,6 millions de salariéEs, dont 1,6 million pour le seul particulier-employeur. Plus encore, la détérioration du marché du travail depuis 30 ans, qui se traduit par une hausse ininterrompue

NUCLÉAIRE

Les nucléocrates avancent, le gouvernement recule

Les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, dont nous «fêtons» le 11 mars le triste anniversaire, seront commémorées cette année encore par de nombreux rassemblements. Strasbourg, Valence, Bordeaux, Chinon... autant de lieux et d'occasions pour le NPA d'exiger de sortir du nucléaire. Plus possible de tergiverser comme le fait le gouvernement PS-EÉLV.

Incapable de respecter l'engagement électoral pourtant bien modeste de baisse à 50% de la part du nucléaire dans la production d'électricité, incapable de mettre en place une loi sur la transition énergétique, le gouvernement ne fait que renforcer les tenants de la filière nucléaire. Proglis, PDG d'EdF, ne s'y est pas trompé et en a profité pour déclarer que la construction de nouvelles centrales est inévitable. Il ne se gêne plus pour réclamer la prolongation de la durée de vie des réacteurs conçus pour 30 ans jusqu'à 60 ans, et en établit le coût à 55 milliards d'euros.

Or, l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) et l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) affirment¹ qu'il est impossible d'en chiffrer le montant en l'absence de toute étude indépendante. De même, le rapport commandé par Greenpeace, à un cabinet spécialisé, évoque des coûts allant de 46,4 à 261 milliards d'euros, selon 3 scénarios correspondant à 3 niveaux de sécurité différents. Le montant de Proglis se rapproche donc du scénario le plus faible dit «sûreté dégradée»...

Une sortie possible et nécessaire!

L'accord électoral entre le PS et EÉLV prévoyait la fermeture immédiate de Fessenheim, puis des installations les plus vulnérables (en zone inondable, sismique, vieillissement...). C'était compter sans l'influence déterminante des industriels du nucléaire qui veulent faire de la France la vitrine de leurs activités économiques pour conquérir de nouveaux marchés et faire fructifier leur business. Sûrs du soutien appuyé des ministres Montebourg, Fabius, Moscovici, qui ont toujours affirmé leur confiance dans l'atome et célébré le nucléaire comme une filière d'avenir pour le pays, les patrons d'Areva, EdF, Vinci, Alstom... profitent des reculs du gouvernement pour avancer leurs pions. Ils veulent faire accepter une loi sur la stratégie «bas carbone» où le nucléaire prendrait une place d'honneur puisque pour les promoteurs de l'atome, le nucléaire ne dégage pas de CO₂. Faux! Les émissions de gaz à effet de serre qui sont proches de celles des centrales à charbon, sont liées

au cycle de vie des réacteurs (30 années, d'où reconstruction, démantèlement...) et à celui de l'uranium (extraction, transport, retraitement...).

La meilleure façon de réduire les émissions de CO₂, c'est de réduire les consommations d'énergie. Bien sûr, les industriels du nucléaire ne veulent absolument pas en entendre parler. La surproduction et la surconsommation, autrement dit le gaspillage, leur rapportent trop...

La crise climatique et sociale impose des choix énergétiques radicalement différents qui sont incompatibles avec les décisions

politiques opportunistes et productivistes du gouvernement. Le NPA propose un scénario argumenté, chiffré, valable qui montre la voie possible pour sortir du nucléaire en moins de 10 ans². Ce n'est pas une utopie, mais une nécessité, si on veut que chacun ait droit à l'énergie, dans le respect des limites de la planète et débarrassée enfin de la loi du profit.

CorrespondantEs commission nationale écologie

1 - http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/02/25/prolonger-les-reacteurs-nucleaires-hors-de-prix-selon-green-peace_4373122_3244.html
2 - <https://npa2009.org/content/8-pages-npa-comment-sortir-du-nucleairepdf>

POSTE (92)

Tout faire pour que les postiers gagnent

La grève des postiers des Hauts-de-Seine est une affaire nationale. C'est toute La Poste et donc l'ensemble de la direction qui travaille à la défaite des facteurs et factrices.

Dans le 92, La Poste n'arrive pas à faire passer ses réorganisations, grâce à la mobilisation des postiers qui ont fait de longues grèves en 2009, 2010 et 2012. La direction s'est donné comme objectif de détruire ou tout du moins d'affaiblir durablement cette réalité locale.

À l'origine, le conflit est parti sur un seul établissement, Rueil-Malmaison, mais c'est l'expérience des conflits précédents qui a montré que pour gagner il faut élargir à d'autres établissements. Deux établissements sont massivement en grève (Rueil-Malmaison et La Garenne-Colombes), un autre gros établissement est majoritairement en grève (Courbevoie), et des grèves ont une forte capacité de nuisance (CTED de Colombes, Gennevilliers, Nanterre PPDC). En tout 100 à 120 grévistes. Il y a donc des possibilités d'étendre la grève.

Perspectives de mobilisation

La journée de grève nationale du 13 mars dans le secteur postal devrait être un moyen

de faire un bond vers cet objectif. Le débat sur la reconduction peut et doit se poser dans les autres départements.

Avant cela, la première échéance sera le vendredi 7 mars à 18 h devant la direction départementale (3 boulevard du Levant à Nanterre), puis le 15 mars un concert pour soutenir la grève et s'opposer à la répression. Pour aider les grévistes, il est possible de relayer les résumés quotidiens faits par le comité de grève, faire des motions de soutien dans les syndicats et organiser des collectes. La question financière sera bien sûr capitale : 16 grévistes ont eu des paies à zéro euro en février. Il faut donc multiplier les initiatives de soutien financier.

Correspondant

Pour la caisse de solidarité, envoyez vos chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes, à l'ordre de SUD Poste 92, mention «Solidarité grévistes» au dos. Blog de la grève : <http://grevedespostiers92.tumblr.com> Facebook : sudposte hauts de seine Chaîne youtube : greveptt@gmail.com

LE HAVRE

Six mois ferme contre deux syndicalistes ?



Pour arriver à ces réquisitions contre Reynald Kubecki et Jacques Richier, tous deux secrétaires généraux de l'Union locale CGT du Havre, le procureur de la République s'y est pris en deux temps...

Premier temps... En septembre dernier, protestant contre la réforme des retraites, des affiches sont collées sur les vitres du local du Parti socialiste. La plaque murale de la députée est symboliquement démontée et remise quelques jours dans les locaux syndicaux : 4 militants de la CGT sont poursuivis pour «vol» ou «recol» de la plaque, et dégradation de bâtiment : le procureur requiert 2 mois avec sursis!

Deuxième temps... Lors d'un piquet de grève le 10 janvier dernier, un huissier provoque le groupe, sifflotant l'internationale et fixant les manifestants en photo. Jacques et Reynald interviennent, l'huissier les bouscule et perd son dossier. Ils sont alors poursuivis pour violence et vol, dans un dossier totalement vide, basé exclusivement sur les déclarations contradictoires de l'huissier. C'est pour cela que le procureur va requérir 6 mois ferme.

Refuser la criminalisation

Les audiences de ces deux affaires ont eu lieu le même jour, vendredi 21 février, en urgence. Quand par contre, il s'agit de juger des patrons, les plaintes sont soit enterrées, soit traitées avec des années de retard...

Logique, car les procureurs s'acharnent à criminaliser l'action syndicale. Dans les affaires de Roanne (relaxe des 5 militants ayant refusé un prélèvement d'ADN) ou de Lyon (relaxe de 2 responsables syndicaux, poursuivis pour ne pas avoir déclaré une distribution de tract), les procureurs font systématiquement appel. Il s'agit de faire pression sur les syndicalistes afin qu'ils abandonnent le terrain des luttes.

Plusieurs milliers de manifestants étaient présents ce 21 février au palais de justice du Havre pour exprimer leur soutien. Le jugement sera rendu le 31 mars. Un comité de soutien unitaire, pour la relaxe pure et simple de Reynald et Jacques et de tous les militants poursuivis, va être mis en place très prochainement. **Correspondant**

du travail à temps partiel, des contrats précaires et du chômage, se ressent plus fortement dans les TPE où, par ailleurs, le salaire moyen est inférieur de 20% à celui des autres entreprises et où se concentre la moitié des smicards! On retrouve aussi une majorité de ces sociétés, sous-traitantes pour l'essentiel, dans les défaillances d'entreprises qui ont atteint en 2013 un niveau supérieur à celui de 2008. Pour se soustraire aux seuils sociaux et externaliser les contraintes salariales, se développe également un capitalisme de la franchise dans des secteurs tels que la grande distribution, la restauration rapide ou les services. Enfin, le management dans les TPE oscille, au mieux, entre le paternalisme et, au pire, les Thénardier... Exercer des droits élémentaires tels que se faire payer, prendre ses congés, etc. relève du parcours du combattant.

L'interprofessionnel en première ligne

Le syndicalisme tente de réagir face à sa faiblesse : présence d'unions locales pour mener une action syndicale de proximité (CGT au réseau historiquement plus dense, Solidaires qui commence à la développer), création de syndicats de sites ou développement dans les secteurs les plus précaires (nettoyage par la CNT-SO, les services à la personne, les associations via Asso, etc.).

Depuis 2010, Sud Commerce s'efforce, avec une permanence juridique, de conseiller, de défendre devant la juridiction prud'homale ces travailleurEs, souvent d'origine étrangère et/ou avec un faible niveau d'instruction, parfois non déclarés, en butte à des employeurs de plus en plus arrogants. C'est à travers le respect des droits élémentaires que la prise de conscience de l'exploitation se construit.

Mettre à mal la subordination

Des revendications existent, qui permettraient de changer le rapport de forces dans les TPE et au-delà :

- l'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse doit être étendue à l'ensemble des salariéEs, indépendamment de leur ancienneté et de l'effectif de l'entreprise
- la rupture conventionnelle doit être abrogée
- il faut la reconnaissance, par voie administrative, des unités économiques et sociales pour contrecarrer la mise en franchise
- il faut élargir les prérogatives des conseillers du salarié, qui interviennent pour assister les salariéEs convoqués à un entretien de licenciement dans les entreprises dépourvues de représentation du personnel, et/ou faire qu'ils soient issus de ces mêmes boîtes à l'occasion de l'élection de représentativité

dans les TPE de 2017, ce qui donnerait à cette dernière une vraie légitimité (10% de participation en 2012)

- la réintégration, seul moyen de réparer intégralement le préjudice subi suite à la perte d'emploi, doit être de droit pour tout salarié dont le licenciement a été reconnu dénué de cause réelle et sérieuse.

Il y a urgence car se répand, dans les TPE, un infra-salariat soumis au bon vouloir du patron et, dans celles plus importantes, un droit du travail négocié à coups de reculs sociaux, dans la logique de la loi dite de «sécurisation» de l'emploi de juin 2013, par un syndicalisme le plus souvent englué. Unifier le salariat, lui faire prendre conscience de sa force et développer ainsi la conscience de classe : c'est par des pratiques syndicales renouvelées et par nos luttes qu'on y contribuera! **LD**



Les Thénardier, un certain modèle patronal... DR



Les comités en action!

Toulouse Un meeting réussi. Malgré des conditions peu favorables – un lundi, vacances scolaires, pluie glaciale – le meeting avec Olivier Besancenot a réuni près de 250 personnes lundi 3 mars.

Fatima Adda a d'abord témoigné de son parcours de militante associative du Mirail, en lutte contre les discriminations, puis Hégoa Garay a présenté le sens politique de la présence du NPA au côté du collectif l'Issue des sans Voix, et décliné plusieurs axes: les droits des femmes, la lutte contre la précarité (elle-même participe à la lutte des intermittents), le droit à la santé et notre revendication d'implantation de centres de santé dans tous les quartiers, la lutte contre les licenciements...

Il revint ensuite à Ahmed Chouki, tête de liste municipale pour l'Issue des Sans Voix, de souligner son engagement dans le quartier de La Reynerie où il est né, notamment par son rôle d'animateur d'un club florissant de futsal. Il a longuement retracé toute l'expérience des discriminations et exclusions vécues au sein des quartiers populaires de Toulouse, depuis la mort de Pipo en 1998 jusqu'aux révoltes de fin 2005. Comme l'exprime fort justement Ahmed: «*De par mon travail j'ai été amené à me rendre en Corée du Sud, en Colombie, en Russie... Partout j'ai été très bien accueilli comme Français, et le seul pays où je ne suis pas bien vu, c'est en France!*» Pour Ahmed, et pour notre liste, il y a urgence sociale partout en France, mais cette urgence est encore plus forte dans les quartiers populaires, et résoudre les problèmes sociaux de ces quartiers, c'est aussi les résoudre pour toutes les couches populaires de Toulouse.

Puis Noredine Iznasni, cofondateur du MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), élu à Nanterre, est venu apporter son soutien à la liste. Enfin, Olivier Besancenot a conclu par un bilan cinglant du gouvernement, rappelant les propositions du NPA d'une manifestation nationale, et soulignant pour terminer toute l'importance de notre revendication du droit de vote des étrangers à toutes les élections.

Au final, une soirée réussie qui va permettre de dynamiser les deux dernières semaines de campagne par de nouvelles initiatives.

Elbeuf (76) L'héritière Le Pen n'est pas la bienvenue! À Elbeuf, vieille ville ouvrière à deux pas de l'usine Renault de Cléon, la venue de la présidente du FN à l'occasion d'une réunion publique, a provoqué une réaction unitaire exemplaire, de l'UL CGT à Ras l'front, en passant par le PS (signataire... mais pas identifiable!), la LDH, le collectif antiraciste, Solidaires... Le PCF et le NPA étaient bien représentés, ainsi qu'un groupe de jeunes de sensibilité anarchiste. En raison d'un désaccord sur la responsabilité du PS dans l'audience accrue du FN, l'appel commun a été limité à un argumentaire démontant «*5 mensonges du FN*».

Les 400 manifestantEs ont parcouru la ville aux cris de slogans tels que «*le FN s'en prend aux immigrés et ferme sa gueule devant les patrons*». La réunion publique s'est tenue grâce à un déploiement maximum de «*forces de l'ordre*... établi! Devant la salle, dans le quartier populaire du Puchot, une centaine de jeunes et d'habitantEs du quartier sont restés encore un long moment pour protester.

Louviers (27) Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé! «*Qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque?*», cette accusation du poète allemand Bertolt Brecht était au cœur de l'action de rue de la liste NPA-PCF le samedi 1^{er} mars à Louviers. Dans un joyeux bazar, nous avons animé la rue principale, souvent surnommée «*la rue des banques*» tant la concentration de banques, agences immobilières, de défiscalisation, assureurs, notaires, y est importante. Sketchs, slogans, chanson, «*tripporteur à musique*»... Une cinquantaine de personnes ont participé à cette action pour mettre en évidence que le remboursement des intérêts de la dette, illégitime, est le premier budget de l'État, près de 50 milliards volés par les financiers, spéculateurs, actionnaires, et autres sangsues capitalistes. Une somme considérable qui manque cruellement aux services publics, à la Sécu, aux retraités, aux chômeurs... Regards amusés des passants, des manifestations de sympathie et parfois d'hostilité, mais aussi malheureusement trop d'indifférence. Près de 600 tracts ont été distribués en deux heures.

Campagne financière

Les listes pour les municipales sont déposées, relançons la campagne

2100 dons et 360000 euros, un peu plus de rentrées cette semaine que la semaine précédente, mais tout cela n'est pas suffisant...

Certes, cette souscription rapporte plus que les autres alors que la situation d'ensemble n'est pas bonne, mais nous avons vraiment besoin de bien plus, à la fois pour financer nos activités quotidiennes

mais aussi pour pouvoir nous présenter aux municipales et aux européennes.

Pour les municipales, les listes sont maintenant toutes déposées. Unitaires ou pas, elles vont nous réclamer un financement qui ne

sera remboursé que si la liste obtient plus de 5%. Et ensuite viendront les européennes, où chacune des listes devra trouver plus de 3% d'électeurs pour être remboursée.

Alors voilà, l'affaire n'est pas jouée et tout est encore possible... Nous savons que c'est difficile par les temps qui courent de demander de l'argent, mais nous ne sommes pas isolés, et celles et ceux qui nous félicitent de «*tenir le coup*» doivent savoir que si notre combativité n'a pas de prix, elle nous coûte quand même très cher...

Toutes les initiatives sont les bienvenues

Alors pas d'hésitation: collecte au drapeau, couscous (cf. encadré), vente de crêpes, tombola... Nous avons encore trois mois devant nous. Seulement un peu plus de 2000 donateurs à cette heure, cela nous laisse encore de larges possibilités en étant offensifs, tournés vers l'extérieur.

Bien sûr il y a une priorité, les camarades qui n'ont encore rien donné, mais il est aussi possible de redonner en ayant en tête que le retour sur impôts de 66% sera pour les impôts 2014. Et surtout, partout, il s'agit de convaincre autour de nous de l'importance pour notre combat politique que le NPA puisse être présent aux élections européennes. Contre les défenseurs PS et UMP de l'Europe de l'austérité et du chômage, l'Europe capitaliste, contre les nationalistes et les souverainistes de droite et d'extrême droite, il est indispensable de défendre les intérêts des travailleurs, des classes populaires, par delà les frontières. Refusons l'Europe de la concurrence et de la guerre, pour une autre Europe, de la solidarité et de la coopération des peuples. Il nous reste encore trois mois pour réussir!

Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

Saint Denis Municipales, couscous et campagne financière...

Samedi 1^{er} mars s'est tenu le Couscous de la liste de Saint-Denis: «*On lâche rien!*». Environ une soixantaine de présentEs dont la moitié n'était pas au NPA. Moins que prévu mais pas si mal compte tenu qu'on ne pouvait rendre largement public

ce couscous, qu'il y avaient les vacances scolaires et en même temps le mariage d'un sans-papier que nous soutenons... Beaucoup d'excusés. De bons débats, notamment sur la santé et le logement, avec la présence de syndicalistes qui étaient sur la liste de

soutien au maire et sont désormais sur la notre, débats qui ont précédé le coucous suivi d'une partie musicale animée par un camarade et deux sympathisants. Environ 400 euros collectés pour la campagne financière, plus des promesses pour ces prochains.

Chroniques municipales

Le NPA bien présent en Indre-et-Loire

Dans la continuité de ce que la LCR avait initié en 2008, le NPA a cherché à être présent aux élections municipales sur l'agglomération tourangelle. C'est chose faite avec deux listes en lice.



À Tours, une liste unitaire pour une alternative de gauche, sociale et écologique

«*C'est au Tour(s) du peuple*» est une liste soutenue par le PG, Ensemble, le NPA et des militantEs syndicaux et associatifs. Une liste qui s'oppose aux politiques d'austérité du gouvernement et à la politique municipale menée par Jean Germain, maire PS de la ville. Une liste indépendante du PS au premier et second tour, alors que le PCF a déjà rallié dès le premier tour la liste PS (qui comprend des membres du Modem et des «*ex-UMP*») et que la liste

d'EÉLV se donne pour horizon de les rejoindre au second tour.

La liste menée par Claude Bourdin (conseiller municipal sortant qui a rompu avec le maire car il était en désaccord avec sa politique) est la liste pour une véritable alternative de gauche à Tours. Une liste portée par une réelle dynamique collective entre les militantEs des différents partis et ceux qui, sans étiquette politique, s'y investissent. Un dynamisme collectif à prolonger après les élections pour faire vivre une gauche de gauche à Tours.

Le programme articule mesures d'urgence sociales, propositions

pour une gestion écologique et démocratique de la ville, et fait la démonstration que d'autres choix que ceux du maire et de ses grands projets coûteux, sont indispensables pour améliorer la vie quotidienne de la population¹.

À Saint-Pierre-des-Corps, une liste 100% à gauche soutenue par le NPA

De l'autre côté de l'autoroute, Saint-Pierre-des-Corps, la ville cheminée dirigée par le PCF depuis les années 20. En 2008, la liste 100% à gauche avait réuni quasiment 9% des électeurs et avait obtenu un

élu. C'est donc tout naturellement, après avoir mené une bataille victorieuse pour décrocher que l'eau passe en gestion municipale, que le groupe 100% à gauche a décidé de se représenter aux élections. Soulignons qu'il n'a pas été possible de se présenter avec le groupe local soutenu par EÉLV, pourtant partenaire pour la bataille sur l'eau, car il ne voulait pas dénoncer les politiques d'austérité menées par le gouvernement qui font payer à la population une crise dont elle n'est en rien responsable.

La liste menée par Patrick Bourbon (élu sortant) et Béatrice Fauvinet porte un programme pour une véritable alternative à la gestion municipale de la majorité PC-PS. Un programme de mesures de justice sociale dans une ville où la population a les plus bas revenus de l'agglomération. Une justice sociale qui s'appuie sur des propositions pour une véritable gestion écologique de la ville et le retour en gestion direct de tout ce qui peut l'être: c'est la meilleure garantie de mener des politiques en faveur de la population, comme la démonstration en a été faite pour la gestion de la distribution de l'eau.

CorrespondantEs

1 – Plus d'info sur le programme et la liste: <http://autoursdupopulaire2014.com>

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité

et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développent les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annoncent de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service,

pour construire un socialisme du 21^e siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@npa2009.org

Spéciale 8 mars La culture pour l'émancipation des femmes

À l'occasion de la journée de lutte pour les droits des femmes, notre page culture est consacrée cette semaine à différentes chroniques et présentations donnant chacune un éclairage sur la question. Faites votre (vos) choix et, quoi qu'il en soit, bonne lecture!

THAÏLANDE De prostituée à « travailleuse du sexe »

Mauvaises filles: « toutes femmes qui se comportent ou qui pensent en dehors des schémas de société imaginés pour les femmes ». *Bad Girls*: « Any women who behaves or thinks outside the space society maps out for women. » Voici la définition de l'Empower Foundation...

Début des années 60, en pleine guerre du Vietnam, les États-Unis envoient plus de 700 000 GI's combattre les Vietcong. Un accord est alors passé entre l'armée américaine et le gouvernement thaïlandais pour que, tous les six mois, les États-Unis puissent offrir à leurs combattants deux semaines de « repos » en Thaïlande, semaines appelées « Rest & Recreation » (R&R). Accoudés aux bars de Pattaya et Patpong, une prostituée dans une main, l'arme dans l'autre, les soldats américains dépenseront ainsi plus de 20 millions de dollars en R&R. L'industrie du tourisme sexuel en Thaïlande est née... Depuis, elle rapporte des milliards de dollars à la Thaïlande et fait vivre 100 000 à 200 000 femmes et leur famille. Pourtant, depuis 1960, toute forme de travail sexuel est interdite par la loi thaïlandaise. Les « travailleuses du sexe » sont ainsi considérées comme des criminelles, des « mauvaises filles », et n'ont pas accès aux mêmes droits que les autres travailleurs. Pour redonner des droits de base aux prostituées thaïlandaises, Noi Apisuk a créé en 1985 l'organisation Empower. Cette fondation leur offre l'accès à l'éducation, la santé, l'emploi et à la participation politique. Empower souhaite ainsi rompre avec cette discrimination



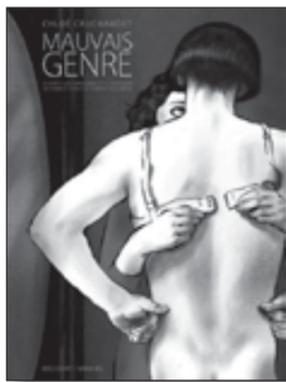
injustifiée des « travailleuses du sexe » pour les hisser au rang de leaders de leur famille. Elles ont ainsi les armes pour se défendre face au gouvernement et à leurs clients. Dans ses 5 centres de formation thaïlandais, Empower redonne ainsi de la dignité et une place dans la société aux « travailleuses du sexe ». Aujourd'hui, plus de 30 000 femmes ont bénéficié de ce programme.
Léa Clerico
Source: Empower Foundation (http://www.empowerfoundation.org/education_en.html)
Bad girls of Lana, our story of sex work in Chiang Mai (Empower)
Bad girls dictionary (Empower)

BD Mauvais genre, Chloé Cruchaudet

Delcourt, 2013, 18,95 euros.

En 2011, Fabrice Virgili et Danièle Voldman effectuaient avec *la Garçonne et l'assassin* le portrait de Paul Grappe et Louise Landy, un couple (réel) pour le moins singulier ayant vécu à Paris dans les « Années folles ». Mobilisé lorsque éclate la Première Guerre mondiale, Paul déserte et décide, avec l'aide indispensable de sa femme, de se travestir pour échapper à la clandestinité. Jusqu'à l'amnistie (en 1925), Paul vivra et travaillera sous l'identité et les traits de « Suzanne ». Durant ces dix années pour le moins hors normes, il s'initiera à l'homosexualité et entraînera Louise dans l'expérimentation de jeux sexuels et de relations « libres ». Cependant, le retour à l'identité masculine initiale s'avèrera compliqué à gérer pour Paul et Louise, pris dans la contradiction entre une valseuse des genres et certaines valeurs morales traditionnelles mêlée à une persistance des rapports de domination au sein du couple... En 2013, les éditions Delcourt ont publié *Mauvais genre*, une bande dessinée signée Chloé Cruchaudet, s'inspirant directement de cette histoire.

Primé au dernier Festival d'Angoulême, l'album retrace avec finesse et dans un graphisme soigné les étapes du « devenir femme » de Paul, sans esquiver pour autant les tensions que cela génère au sein du couple et jusque dans la psyché d'un individu, traumatisé par la violence de la guerre et tiraillé entre des rôles sociaux inconciliables.
Sophie Coudray



Essai Contre le masculinisme, guide d'auto-défense intellectuelle, Collectif Stop masculinisme

Éditions Bambule, 2013, 8 euros.

Qu'est-ce que le masculinisme ? Quelle idéologie est-ce que cela recouvre ? Ne doit-on pas aussi défendre le droit des pères si l'on est pour l'égalité ? Voilà autant de questions auxquelles nous proposons de répondre ce petit guide d'auto-défense intellectuelle. Celui-ci revient sur l'histoire et la genèse de ce mouvement, et en étudie les principales revendications. L'idée

fondatrice du masculinisme réside autour d'une prétendue « crise de l'identité masculine », popularisée notamment par Éric Zemmour, une crise qui aurait entraîné le déclin des valeurs dites masculines (autorité, virilisme) et qui seraient donc à restaurer dans une société devenue trop féministe. De cette analyse, découle plusieurs champs d'actions. Le principal tourne autour du droit des pères, de la

DISPARITION

Antoinette Fouque 1936-2014

Antoinette Fouque est morte ce 20 février 2014 à l'âge de 77 ans. Cette figure du militantisme laissera un souvenir controversé au mouvement féministe...

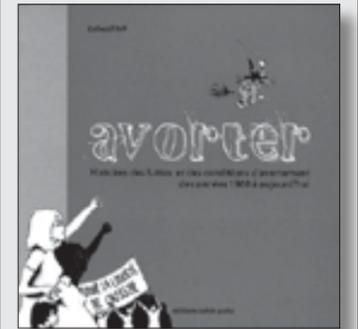


Femme du peuple, enseignante, psychanalyste et « grande organisatrice », elle rejeta néanmoins le terme de féminisme, tout en jouant un grand rôle dans le mouvement féministe des années 60 et 70. Elle fut en particulier l'une des membres fondatrices en 1970 du Mouvement de libération des femmes (MLF) qui ne se voulait ni une organisation ni une association, mais un lieu de discussions et de prises de parole individuelles de femmes entre elles (le collectif était non-mixte). Et cela jusqu'à l'erreur fatale : le dépôt par Antoinette Fouque du sigle MLF à l'INPI (Institut national de la propriété industrielle), s'appropriant ainsi le mouvement. Une polémique toujours pas éteinte. Antoinette Fouque créa ensuite en 1972 les éditions Des femmes, qui publia de

nombreuses œuvres consacrées à l'émancipation des femmes. Éluë au Parlement européen sur la liste de Bernard Tapie en 1994, elle distribua ses conseils à une classe politique qui n'en demandait pas tant. Elle reçut en 2013 le prix Beauvoir pour la liberté des femmes, une réconciliation tardive avec celle dont elle disait que la fameuse phrase « On ne naît pas femme : on le devient » (1949) était « la plus grande ânerie du siècle » ! Elle continua à parler au nom du MLF, tout en affichant notamment un certain mépris pour le *Manifeste des 343 salopes* (1971), selon elle un produit du « star system » qu'elle avait pourtant signée à l'époque... Sa vie fut marquée par la lutte pour l'émancipation, mais émaillée par beaucoup de polémiques.
SC

Essais

Avorter, histoires des luttes et des conditions d'avortement des années 1960 à aujourd'hui, collectif IVP, éditions Tahin party, 2008, 6 euros.



En 2008, le collectif IVP (Interruption volontaire du patriarcat) publiait un court ouvrage retraçant en France, plus particulièrement à Grenoble, l'histoire des luttes des femmes pour l'avortement. Selon un déroulé chronologique, on suit ainsi l'organisation par le Planning familial de Grenoble d'avortements, de fait clandestins, avant 1975, mais avec la volonté résolue que les femmes maîtrisent, dans les meilleures conditions, leur fertilité. Tout un chapitre est consacré à la loi Veil, à ses insuffisances et aux difficultés de la voir appliquer. Le livre se termine sur la situation en 2008, alertant déjà sur le manque de moyens et sur les fermetures des centres IVG. Le tout est fort bien documenté, et alterne analyses et témoignages.
SC

J'ai avorté et je vais bien, merci, Les filles des 343, éditions La ville brûle, 2012, 8 euros.



Quarante ans après le Manifeste de 343 femmes déclarant avoir avorté, et devant les difficultés rencontrées quotidiennement par les femmes pour accéder au droit à l'IVG, un nouvel appel voyait le jour en 2011, un appel de femmes visant à contrer le discours culpabilisateur pesant sur l'avortement. Ce livre est la publication de témoignages, postés alors sur leur blog, de femmes de tous âges et toutes conditions racontant leur expérience. On y trouve aussi de très beaux témoignages de soignantes et militantes du Planning familial. Une (re)lecture qui fait sacrement du bien, dans un contexte de réactivation des pires discours anti-IVG!
SC





-FAUVOUR-

L'Anticapitaliste | Libre expression

Mordillat «Le roman, c'est la première brique de la barricade!»

Entretien. Cinéaste et romancier, Gérard Mordillat produit depuis trente ans une œuvre marquée par un fort engagement social au côté de la classe ouvrière, de celles et ceux d'en bas. Il nous parle ici de son dernier roman d'amitié, de solidarité et de rébellion, *Xenia*¹, l'histoire d'une mère célibataire en galère.



F. CATONNE

Deux femmes, Xenia et son amie Blandine, sa voisine au cœur de la cité, sont les personnages principaux de ton roman qui s'organise autour d'elles, de leur révolte, de leurs luttes. Pourquoi ce choix ?

Dans mes romans, s'il n'y a pas au sens strict de héros, il y a des héroïnes... Pourquoi ? Je ne me risquerais pas à une explication univoque. Si je prends du côté de la littérature, je remarque que mes amitiés ont presque toujours été des écrivains femmes : Geneviève Serreau, Beatrix Beck, Christiane Rochefort, Marguerite Duras, Nathalie Sarraute et aujourd'hui Annie Ernaux. Disons que je me sens une affinité profonde avec ce qu'elles sont, avec ce qu'elles écrivent. Sans doute ma part féminine...



Sur le plan politique, j'ai été très marqué par une rencontre avec les femmes des mineurs anglais peu de temps après la fin de cette si longue grève contre Margaret Thatcher. La grève était perdue mais, sous une tente à Manchester, elles continuaient à populariser le mouvement, à l'expliquer, à le faire vivre envers et contre tout et tous. Je crois que mes personnages féminins doivent beaucoup à ces femmes dont le courage, la détermination, l'endurance étaient

bouleversants et admirables. Enfin, sur un plan littéraire, politique et sociologique, après avoir beaucoup écrit sur les conflits sociaux dans les entreprises, il me semblait urgent d'aborder la face noire du travail, sa face cachée, ce nouveau prolétariat invisible que sont les femmes corvéables à merci qui travaillent dans le nettoyage industriel ou les hypermarchés. Voilà comment sont nées Xenia et Blandine, par l'addition de tous ces facteurs sans que je sois capable d'en désigner un seul comme déterminant...

Comme dans une révolution, le principal personnage homme, Gauvain, directeur d'une agence bancaire, est emporté dans une rupture radicale avec sa propre vie antérieure à travers sa rencontre avec Xenia...

La rencontre de Xenia et de Gauvain était totalement improbable, ils ne sont pas du même monde. Et pourtant cette rencontre a lieu ! Non seulement elle a lieu mais elle donne naissance à une histoire d'amour entre la sauvageonne de 23 ans et le directeur d'agence bancaire qui a la quarantaine. C'est un choc pour tous les deux. Pour Xenia parce qu'elle rencontre un homme qui la traite avec respect, avec tendresse et la considère comme une personne. Pour Gauvain parce qu'en rencontrant Xenia, il se trouve en face de quelqu'un qui parle droit et fort. Une jeune femme qui dit ce qu'elle pense, ce qu'elle fait même dans les domaines les plus triviaux. Alors que Gauvain vit dans une société où tout n'est qu'hypocrisie, mensonges, faux-semblants, avec Xenia il rencontre le vrai, le réel, ce qui existe. Cela va bouleverser son existence parce que, soudain, il n'est plus question de mentir ni aux autres ni à soi-même.

Avec son courage pour affronter les vérités et surtout les dire, son authenticité, Xenia n'est-elle pas l'actrice de sa propre transformation ?

Gauvain n'est pas un Pygmalion

pour Xenia, il ne cherche ni à la modeler à sa guise ni à l'éduquer. Il la prend telle qu'elle est et l'accepte sans discuter. Par retour, c'est cette considération qui porte Xenia bien au-delà de ce qu'elle imaginait être. Pour Xenia, Gauvain agit comme un révélateur aussi bien sur le plan physique, sexuel, que sur le plan moral et intellectuel. Grâce à lui, Xenia s'éveille à la conscience sociale, à la conscience politique. Elle prend conscience de sa propre valeur : en tant que femme, en tant qu'amoureuse, en tant que mère, en tant que salariée.

Autre personnage masculin, Samuel, jeune métis âgé de 16 ans, fils de Blandine, est à la fois le plus lucide et engagé, il se revendique de Malcom X...

Samuel vit ce que vivent hélas aujourd'hui beaucoup de jeunes Africains en France aujourd'hui. Il est harcelé, notamment par la police, pour ce qu'il est, un Noir, et non pour ce qu'il fait ou pourrait faire, des conneries... Mais, si apparemment dans la cité rien ne le distingue des autres, en réalité Samuel est une tête. C'est un lecteur de Frantz Fanon, de Georges Jackson, d'Angela Davis, de Malcolm X. Samuel est déchiré entre sa mère, Blandine, qui est blanche, et son père, un Sénégalais qu'il n'a jamais connu. Noir ou blanc ? Quand Samuel s'observe dans un miroir, il se sent comme une contradiction vivante. Sa situation est d'autant plus douloureuse que son amour pour Xenia tourne à l'échec. C'est un tragique révolutionnaire. Au bout du compte, Samuel choisit de passer à la clandestinité, de vivre dans l'ombre où la société ne cesse de le rejeter, de prendre les armes contre le sort qui lui est fait.

Comme tes autres romans, Xenia est un roman engagé, un roman de lutte, si l'on peut dire. Comment vois-tu ta place de romancier dans notre combat pour l'émancipation ?

Aujourd'hui, où la parole politique est très largement disqualifiée,

où la parole syndicale n'est plus qu'un murmure, où tous les grands médias sont dans la sujétion de groupes liés à l'armement, le bâtiment ou la banque, le roman demeure l'outil, voire l'arme, le plus puissant pour nommer les choses par leur nom. Le roman est comme un torrent qui charrie de l'Histoire, des histoires, de la mémoire, du savoir... Il invente un lecteur intelligent. Mes romans parient sur cette intelligence populaire, cette intelligence des êtres et du monde capable de soulever des montagnes et d'abattre le capitalisme. Le roman, c'est la première brique de la barricade !

Pour faire suite à ta tribune dans l'Humanité «la gauche de droite est au pouvoir»², quelle est ton appréciation du gouvernement et que penses-tu de l'avenir de la gauche en France ?

Le gouvernement actuel n'est ni de gauche ni socialiste. C'est un gouvernement néo-libéral qui a clairement fait le choix de l'actionnariat contre le salariat. La seule gauche dans laquelle je me reconnais est celle qui récuse l'idée que le capitalisme est le stade ultime de l'organisation humaine, que la démocratie se confond avec le marché et que «il n'y a pas d'alternative». L'alternative pour la gauche, la vraie, c'est – avec Marx – de penser que l'on peut et que l'on doit transformer le monde.

Tu as participé il y a deux semaines au forum organisé autour du dernier livre d'Olivier Besancenot (cf. L'Anticapitaliste n° 231)...

Je crois à la nécessité des rencontres, de la parole publique, de la discussion. Et j'y crois d'autant plus lorsque la lecture politique du monde se fait sur le terrain de la littérature, de la pensée et du cinéma.

Propos recueillis par Catherine Segala

1 – Calmann-Lévy, 2014, 18,50 euros.

2 – <http://www.humanite.fr/tribunes/la-gauche-de-droite-est-au-pouvoir-par-gerard-mord-552611>

Vu ailleurs



HOMOSEXUALITÉ : APRÈS L'UGANDA, L'INDE.

La dépénalisation aura duré cinq ans. Sous la pression des religieux, l'Inde vient de recriminaliser les relations gays. Les associations LGBT et de lutte contre le sida s'alarment des conséquences sanitaires et sociales. [...] Les homos pensaient avoir enfin tourné la page de cette époque sombre où ils étaient considérés comme des criminels dans leur propre pays. L'article 377 du code pénal, introduit par les Britanniques en 1860, punit en effet les « relations charnelles contre l'ordre de la nature avec un homme, une femme ou un animal ». Le châtime prévu va de l'amende à la perpétuité. Cette loi, assez vague, a principalement été utilisée, depuis, pour harceler les homosexuels. Coup de théâtre en 2009. Interpellée par une association de lutte contre le sida, la Haute Cour de New Delhi a estimé que l'article portait atteinte aux libertés constitutionnelles des citoyens et mettait en péril les programmes de santé. Un vent de liberté a donc commencé à souffler sur le pays, qui compte plus de 2,4 millions de séropositifs, avec un taux d'infection élevé dans la communauté gay et transsexuelle. Mais plus d'une dizaine de leaders chrétiens, hindous et musulmans ont immédiatement fait appel de la décision. Parmi eux, un astrologue invoquant la sécurité du pays : d'après lui, les soldats allaient désormais forniquer entre eux plutôt que de protéger les frontières. En décembre, nouveau rebondissement : à la surprise générale, la Cour suprême restaure l'article 377. [...] À quelques mois des législatives, la situation est dans une impasse. Et les élections pourraient voir la victoire du parti hindou nationaliste, le BJP, qui a soutenu publiquement le verdict de la Cour suprême.

Céline Mercier, « Homosexualité : l'état indien », *Libération*, 28 février

S'abonner à L'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel			
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an		
<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel			
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org